

## FORUM DES ECONOMISTES 2014<sup>1</sup>

### Appel à communications

## LA TRANSITION EN QUESTIONS : L'ECONOMIQUE ET LE POLITIQUE ENTRE CONVERGENCE ET DISSONANCE

**5-7 juin 2014, Hammamet (Tunisie)**

Le chômage, en particulier, celui des jeunes diplômés, la montée de la pauvreté et de la marginalisation notamment dans les régions intérieures et les quartiers populaires des grandes villes ainsi que la corruption sont à l'origine des révolutions dans les pays arabes, particulièrement en Tunisie et en Egypte. La chute des anciens régimes a ouvert la voie à un processus de transition dont l'objectif souhaité est la mise en place d'institutions politiques et économiques à même de garantir la prospérité, la liberté et la dignité des citoyens.

Pour faire face à ces difficultés économiques et sociales, les gouvernements mis en place après ces révolutions ont recouru, sans vision claire, à des politiques de relance qui ont fragilisé les équilibres macroéconomiques et réduit l'espace fiscal pour les années à venir, sans améliorer tant soit peu les perspectives de croissance et d'emploi. Après trente mois de transition, les conditions économiques et sociales se sont aggravées. L'inflation, malgré l'augmentation des subventions des produits alimentaires et énergétiques, a fortement augmenté par rapport à ses niveaux antérieurs. Les comptes extérieurs se sont dégradés. Le chômage s'est aggravé, touchant les jeunes et les régions de l'intérieur. Dans un contexte en pleine mutation politique, culturelle, sociale et institutionnelle, isoler les phénomènes économiques et les séparer du politique, est une tâche inutile et à la limite impossible.

En effet, les expériences internationales indiquent que pour atteindre la prospérité et la transition démocratique, il faut avant tout un consensus politique pour une vision claire et ambitieuse du futur du pays qui permet de mettre en place les institutions économiques et politiques permettant d'accroître substantiellement le revenu par habitant, de maîtriser le chômage, de réduire les inégalités, la pauvreté et la marginalisation et ce, grâce à une croissance soutenue, durable et inclusive, à forte valeur ajoutée en raison d'une forte hausse de l'investissement privé national et étranger.

Le thème du forum ASECTU 2014 porte sur le thème : "Transition économique et politique dans les pays du Printemps Arabe : réflexions à partir des expériences internationales » ou

---

<sup>1</sup> Avec le partenariat de la fondation allemande Hanns Seidel ; l'Union européenne et les structures universitaires suivantes : URED (FSEG Sfax) ; PS2D (FSEG Tunis) ; LARMA (FSEG Tunis) ; ESSEC Tunis ; ESC Tunis ; U.A.QU.AP (ISG Tunis) ; LEFA (IHEC Tunis) ; ECSTRA (IHEC Tunis) ; EAS – FSEG Mahdia ; POLDEVA Université de Tlemcen ; ESH, CSTB, Marne la Vallée ;

comment l'économique et le politique doivent-ils s'organiser dans leurs rapports afin de permettre la transition démocratique et la prospérité économique dans les pays des « Révolutions Arabes ».

Notre but est de réunir, deux ans et demi après ces révoltes, des chercheurs de plusieurs disciplines de sciences sociales : économistes, politologues, sociologues, historiens, capables d'apporter des éclairages sur les mutations en cours, à partir des expériences historiques des autres « transitions », en Europe, en Amérique Latine et dans les Pays de l'Est. Les analyses des expériences internationales des révolutions sont utiles. Nous retenons trois principales leçons qui peuvent nous guider dans l'analyse de notre cas. Les expériences indiquent que les premières décisions déterminent la nature de la trajectoire que prend un pays. Elles indiquent, aussi, que le processus de transition est incertain et non linéaire. De plus, la transition d'un régime dictatorial à un régime démocratique est définie par un coût, plus ou moins élevé, et une période, plus ou moins longue. Cela dépend de la vision et de la capacité des nouveaux gouvernants à gérer une situation difficile où les demandes sociales n'ont jamais cessé et les perturbations sociales et politiques se sont accrues créant des difficultés réelles aux opérateurs économiques et au bon fonctionnement des divers services de l'Administration publique. Nous utiliserons ces leçons comme références pour l'analyse des pays du printemps arabe.

## **I. THEMES PROPOSES :**

### **Thème 1 : Crise des finances publiques et transition démocratique**

**Responsables : Pr Nouri CHTOUROU ; Pr Foued Badr GABSI (URED, FSEG Sfax)**

La crise financière qui a éclaté au cours de l'année 2007, et la dépression économique qui l'a suivie, ont généré une dégradation de la situation des finances publiques de la majorité des économies avancées. La plus grave dépression économique depuis celle de 1929, a occasionné un creusement des déficits budgétaires des pays les plus touchés par la crise. Le ralentissement du niveau de l'activité a forcé les pays secoués par la crise de mettre en œuvre des plans de relance budgétaire sans précédent afin de stimuler la demande en baisse et soutenir la production. En outre, pour porter secours aux banques en difficulté et éviter leur effondrement, des sommes exorbitantes ont été dépensées par les Etats sous forme d'injections de capitaux et des garanties de la dette. Pour financer leurs déficits, la plupart des Etats ont été obligé de recourir à l'emprunt provoquant en conséquence un accroissement rapide des niveaux de la dette du gouvernement, notamment, en présence d'un problème structurel des finances publiques.

La crise de la dette publique ne concerne pas uniquement les pays développés. Dans certains pays en développement, notamment les pays du printemps arabe, la transition démocratique excite les revendications économique et sociale. En Tunisie, et face à la baisse des recettes fiscales et non fiscales, le gouvernement a dû avoir massivement recours à l'endettement pour essayer de répondre aux revendications légitimes des citoyens essentiellement en matière d'augmentation des salaires, d'investissement en infrastructure et de création d'emplois dans la fonction publique, ce qui a aggravé davantage le déséquilibre des finances publiques.

Ainsi, la question qui se pose aujourd'hui en Tunisie, et d'ailleurs dans beaucoup de pays développés et émergents, quelle politique budgétaire faut il adopter face à la crise et la

transition démocratique?

Cette problématique se décline en une multitude de questionnement:

- Transition démocratique et financement des dépenses publiques.
- Réforme fiscale, réduction des inégalités et croissance dans les pays en transition.
- Dette publique et croissance économique: retour sur un vieux débat.
- Seuil optimal de dette publique.
- Soutenabilité de la politique budgétaire.
- Transition démocratique et enjeux de la sécurité sociale.
- Politique d'austérité : solution ou blocage.
- Politique de relance : moyen et faisabilité.

## **Thème 2 : Economie et développement urbain durable : de nouveaux modèles à construire.**

**Responsables : Pr Fateh BELAÏD (ESH, CSTB, Marne la Vallée) & Pr Haitham JOUMNI (ESH, CSTB)**

Le laboratoire Economie et Sciences Humaines du Centre Scientifique et technique du Bâtiment propose une session autour des questions liées au Développement économique urbain et durable. Il s'agit précisément de discuter des questions économiques soulevées par le progrès et le développement économique de ces dernières années en prenant en compte les préoccupations actuelles des acteurs socio-économiques sur la transition énergétique, l'environnement, la croissance verte dans le champ du bâtiment et de la ville durable de demain.

Sous-thèmes (non exhaustif à titre indicatif) :

- Bâtiment et efficacité énergétique ;
- Modèles énergétiques appliqués aux bâtiments et la ville ;
- Croissance économique et environnement ;
- Analyse économique en cycle de vie des impacts environnementaux ;
- Monétarisation des externalités environnementales et sanitaires ;
- L'activité socio-économique urbaine et l'environnement ;
- Transition énergétique : enjeux et défis pour les pays méditerranéens ;
- La place de l'énergie renouvelable dans le développement économique des pays méditerranéens ;
- L'énergie et le développement territoriale en méditerranée ;
- Tendances et déterminants des investissements verts dans le bassin méditerranéen ;

## **Thème 3 : Croissance économique et capital humain**

**Responsables : Pr Mostefa BELMOKADDEM, Directeur du laboratoire de recherche POLDEVA de Tlemcen ; Sahel SIDI MOHAMED et Abdelkrim Yahia Université Université de Tlemcen BERROUGUET, Chefs d'équipe POLDEVA**

Dès les années 80, la recherche dans le domaine du développement économique et humain s'est concentrée sur l'analyse des facteurs endogènes qui peuvent générer une croissance

durable et soutenable, en plus des facteurs traditionnels déjà admis comme moteur de croissance.

L'hypothèse selon laquelle il existe une corrélation entre l'éducation et la croissance économique a pris de l'importance avec l'apparition des études sur le développement humain et son impact sur le processus global de développement. Un certain nombre d'économistes se sont intéressés durant les années 1990 à l'impact des politiques économiques dans une perspective de long terme, et leurs incidences sur la croissance économique (Barro 1995).

L'apparition des études et recherches qui mettent le capital humain au cœur du processus de développement économique n'a fait que renforcer l'idée que les facteurs dits endogènes jouent un rôle significatif dans le processus de croissance économique.

Dans une perspective de longue durée, on a vu l'émergence de nouveaux modèles théoriques de croissance économique basés essentiellement sur le rôle des facteurs tels que l'éducation, le capital humain et social, les dépenses publiques. Cet intérêt pour les nouvelles approches du développement et des nouveaux modèles de croissance s'est manifesté dans les pays en développement par une nouvelle conception des politiques publiques.

En effet, la certitude selon laquelle l'éducation a un impact direct sur la croissance a conduit ces gouvernements à dépenser des sommes assez importantes pour soutenir l'effort d'éducation dans une double vision à savoir l'amélioration du capital humain et amorcer le développement économique et social.

L'analyse de la contribution de l'éducation dans la croissance économique trouve ses origines dans les travaux de Lucas (1988) qui, se basant sur la théorie du capital humain, considèrent que la croissance économique est déterminée par la formation et l'accumulation du capital humain. Ceci revient à dire, à travers des comparaisons internationales, que la différence des taux de croissance entre pays est due essentiellement à la différence dans la formation et l'accumulation du capital humain.

Ce développement théorique à été confirmé par des études empiriques qui démontrent l'existence d'une relation entre l'éducation et la croissance économique surtout dans les travaux de Barro et Sala-i-Martin (1995) concernant les déterminants de la croissance économique.

### **Quelques thèmes de recherche**

La recherche sur le rôle de l'éducation dans le développement humain part de l'hypothèse que la formation du capital humain est largement dépendante de l'efficacité du système éducatif, et que l'impact de l'éducation sur la croissance est lié à la scolarisation ; la formation post ou extra scolaire et l'apprentissage.

Il nous semble pertinent de mesurer l'effet de l'éducation à travers des indicateurs qui prennent en considération l'évolution quantitative et qualitative du système éducatif, pour isoler d'une part, l'effet de la scolarité par catégorie, et d'autre part pour pouvoir déterminer l'évolution qualitative du capital humain.

La recherche des indicateurs d'évaluation et de mesure du rendement du système éducatif nous permettra sûrement de mieux analyser la relation éducation/croissance dans une optique de longue durée.

Les pistes de recherches à explorer à titre indicatif sont :

- L'effet de l'éducation sur la formation du capital humain et sur l'augmentation de la productivité.
- Financement de l'éducation, dépenses d'éducation et impact sur la croissance économique.
- Rôle de la formation et de l'apprentissage dans l'accumulation du capital humain.
- Rendement de l'éducation et politiques publiques.

#### **Thème 4 : Une économie fondée sur la connaissance (EFC).**

**Responsable : Pr Samir GHAZOUANI (PS2D, FSEG Tunis)**

L'un des axes majeurs pour modifier la dynamique tunisienne dans les années à venir réside dans la promotion d'une "économie fondée sur la connaissance (EFC)". Sur ce plan, il y a un consensus général. Cependant, il faut dépasser le discours et réussir à rendre effective l'émergence d'une telle économie. A ce niveau, la Tunisie a été jusqu'à ce jour hésitante à se lancer résolument sur un modèle de croissance fondé sur le progrès technologique, l'apprentissage continu et l'innovation où le capital humain joue un rôle décisif ; où l'innovation est permanente et où le diplômé du supérieur devient l'atout principal du processus.

Cette EFC requiert, entre autres, une population bien éduquée et créative, un climat de l'innovation propice à l'expression et la diffusion de la nouveauté et plus généralement un cadre économique et institutionnel favorable à l'esprit d'entreprise et à la modernisation. Cela implique une révision de notre système éducatif, un nouveau système de rémunérations, une véritable modernisation de l'administration et une conception d'un système national d'innovations. Avec la Révolution et si la transition réussit, ces conditions pourraient être remplies. Ce modèle implique une impulsion de l'investissement national privé et un nouveau partenariat avec le capital étranger.

La Tunisie ne peut se permettre d'accroître l'emploi au détriment de la productivité comme c'était le cas des années 70 et 80, car l'amélioration de cette dernière est une condition préalable pour relever le défi d'une concurrence mondiale plus intense. Le manque de dynamisme du secteur privé national est un élément structurel qui explique la faiblesse dans la création d'emplois. La concentration des PME, principales créatrices d'emplois, dans des secteurs à faible valeur ajoutée tels que le textile ou le bâtiment pèse sur la demande de main d'œuvre qualifiée. La stratégie générale de ces PME, pour minimiser les coûts, est d'embaucher un plus grand nombre d'ouvriers à faible qualification et d'utiliser un stock de capital à faible niveau technologique. Une relance de l'investissement privé, national et étranger, est nécessaire. La prospérité future du pays repose, en grande partie, dans la capacité de ses futurs gouvernements à mettre en place un environnement propice au développement d'un secteur privé capable de relancer les défis. L'expérience internationale indique que les pays qui ont réussi ont fait un appel massif à des IDE porteurs d'un transfert technologique.

Des pistes de recherches à explorer à titre indicatif sont :

- Un nouveau modèle de croissance fondé sur le progrès technologique ;
- R&D, apprentissage continu et l'innovation ;
- Climat de l'investissement ;
- Investissement privé et IDE, ...

### **Thème 5 : Economie de la transition politique,**

**Responsable : Pr Sofiane GHALI (LARIME, Directeur de l'ESSECT)**

Plus de deux ans après le déclenchement du « printemps arabe », il est unanimement reconnu que le bilan des changements politiques, qui ont eu lieu dans le monde arabe, est mitigé. Les pays ayant vécu un changement de régime suivent une trajectoire qui est spécifique à chacun d'eux et qui les place respectivement à un stade de transition politique distinct (transition en cours en Tunisie, en stagnation en Libye et interrompue en Egypte). Quant aux autres pays arabes, ceux pour lesquels le régime n'a pas été ébranlé par la vague de contestations populaires de l'année 2011, les concessions accordées par les pouvoirs en place ont introduit des changements politiques à des degrés divers (changement à la tête de l'exécutif au Yémen, révision de la constitution au Maroc et en Jordanie, levée de l'Etat d'urgence en Algérie, libération de prisonniers politiques au Bahreïn, levée de la pénalisation des délits de presse en Mauritanie, promesse d'attribution du droit de vote aux femmes en Arabie Saoudite, etc.).

L'analyse économique est en mesure d'apporter un éclairage sur les sources et les ressorts économiques des changements politiques observés dans les pays arabes, et de fournir des éléments de compréhension sur les destins différents qu'ont connus les mouvements de contestation populaire qui s'y sont déroulés. La littérature économique comporte de nombreux travaux qui traitent des institutions politiques, de la révolution, de la démocratisation ou de la consolidation démocratique.

La session « Economie de la transition politique » accueillera les contributions théoriques et/ou empiriques appartenant aux différents champs de la recherche économique qui abordent le sujet de la transition politique dans les pays arabes, tels que :

- la qualité de la gouvernance,
- les libertés économiques, politiques et civiles,
- la recherche de rente,
- l'influence des groupes organisés,
- le développement humain,
- la croissance, la pauvreté, les inégalités et le chômage,
- la politique économique en période de transition,
- l'économie politique de la constitution,
- etc.

## II. ECOLE DOCTORALE

La huitième Ecole doctorale sera organisée parallèlement à ce colloque. L'objectif sera de permettre des échanges scientifiques et intellectuels, entre les doctorants eux-mêmes et avec les professeurs des universités. Cette Ecole doctorale permettra aussi d'apporter une ouverture internationale pour les chercheurs des pays du Sud, notamment dans le cadre d'actions de coopération conduites avec des Établissements d'Enseignement Supérieur ou Centres de recherche, en particulier par la promotion des cotutelles de thèses. Elle se déroulera sous la forme 1) d'ateliers de formation et 2) de présentation des travaux de thèse sur le sujet choisi par le doctorant.

## III. COMITE SCIENTIFIQUE

AKARI Abdallah (FSEGT) ; AYADI Mohamed (Directeur U.A.QU.AP, ISG Tunis) ; BEN ABDENNEBI Hafedh (ECSTRA, IHEC Tunis) ; BOUGZALA Mongi (FSEG Tunis) ; CHTOUROU Nouri (URED, FSEG Sfax) ; EL BEKRI Fethi (ISCAE) ; FEKI Rochdi (URED, FSEG Sfax) ; GASSAB Maher (ESCT) ; GHALI Sofiane (Directeur ESSEC Tunis) ; GHARBI Néjib (ESCT) ; GHAZOUANI Samir (PS2D, FSEGT) ; GOAIED Mohamed (Directeur LEFA, IHEC Tunis) ; HADDAR Mohamed (Président ASECTU) ; HAMMAMI Sami (FSEG Sfax) ; KANOUN Salem (ESCT) ; LABIDI Moez (EAS, FSEG Mahdia) ; NOURI Fethi (FSEGT) ; SALAH Hatem (ESC Tunis) ; SBOUI Faouzi (Doyen FSEG Mahdia) ;

## IV. QUELQUES DATES À RETENIR

### FORUM et ECOLE DOCTORALE

<b>08 Mars 2014</b>	Envoi : 1. du <b>texte intégral</b> de la communication <sup>2</sup> en <b>indiquant le thème</b> accompagné d'un <b>résumé d'une page</b> et d'une <b>biographie</b> de cinq à 10 lignes 2. des projets de thèse <b>conformément au modèle</b> indiqué sur le site de l'Asectu.
<b>31 mars 2014</b>	Réponse du comité scientifique
<b>05 juin 2014</b>	<b>Journée des doctorants</b> : présentation des thèses et ateliers de méthodologie de la recherche
<b>6 et 7 juin</b>	<b>Xème colloque international</b>

Pour toute information : Consulter notre site : [www.asectu.org](http://www.asectu.org);

<sup>2</sup> Consulter sur le site le format de la soumission